La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1945 [André Lasserre]

Autor(en): **Favez, Jean-Claude**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **40 (1990)**

Heft 4

PDF erstellt am: **29.03.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

aux congrès de la Fédération jurassienne comme ouvriers en atelier du seul fait que leur profession indiquée est celle de graveur ou de guillocheur. De même, sur quoi se fonde l'affirmation selon laquelle trois quarts des ouvriers jurassiens travaillaient à domicile? Il vaudrait mieux reconnaître que, jusqu'à présent, sur toutes ces questions, nous sommes encore dans le flou le plus vague.

Autre élément fort contestable: l'«origine corporative» de l'horlogerie genevoise opposée à la liberté initiale de l'industrie neuchâteloise de la montre, qui expliquerait la différence d'attitude de leurs sections respectives au sein de l'Internationale (p. 225 et sq.). Or, dès le XVIII[e] siècle, le contraste était beaucoup moins marqué que ne le prétend l'auteur, qui sollicite quelque peu les pages de Rappard sur lesquelles il s'appuie. En effet, d'après ce dernier, seules les professions principales de l'horlogerie, c'est-à-dire les plus lucratives, étaient organisées en corporations, les 35 autres étant libres. Or ce «très libéral régime corporatif», pour reprendre les termes de l'historien genevois, disparut définitivement en 1798; sous la Restauration, personne ne demanda son rétablissement. Aurait-il laissé des traces dans la mentalité horlogère 70 ans plus tard? L'auteur n'apporte aucun exemple à l'appui de son affirmation. Certes, mais il ne le dit pas, on pourrait qualifier de «corporatistes» les dispositions statutaires relatives à l'apprentissage, dans certaines sociétés ouvrières; l'ennui, c'est qu'elles sont communes aux Jurassiens et aux Genevois! Prétendre que «leurs conceptions du métier n'étaient pas semblables» mériterait pour le moins quelques développements et arguments.

Dans sa conclusion, l'auteur reconnaît qu'il aurait fallu prendre en compte encore d'autres éléments: la pratique associative, les lectures populaires, par exemple. Il aurait pu y ajouter les expériences politiques résultant de la place particulière du Jura au sein du canton de Berne, expériences vécues qui, profondément intériorisées, n'ont pas manqué d'influer sur les mentalités et les attitudes.

Si les lacunes du travail sont aussi celles de l'historiographie, celle-ci, en revanche, n'est pas responsable d'un certain nombre d'imprécisions et d'inexactitudes de la première partie. La politique de Marx au sein de l'AIT, l'opposition Guillaume–Bakounine en 1872 auraient pu, sur la base des études existantes, être mieux analysées. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure l'auteur, parfois, utilise réellement les documents mentionnés dans sa bibliographie; ainsi, p. 44, il cite, de seconde main, les effectifs de la Fédération jurassienne en regrettant de ne pas savoir d'où proviennent les chiffres: ne lui a-t-on pas communiqué les listes de membres que l'on trouve dans les archives de cette organisation, qu'il dit avoir vues à Amsterdam?

Dernier point: si, tout le monde en convient, la Fédération jurassienne est bien à l'origine de l'anarchisme, faut-il la considérer comme anarchiste dans les années 1872–1878? N'est-ce pas lui appliquer, rétrospectivement, une étiquette, donc un concept qui ne s'est véritablement élaboré que plus tard?

Genève *Marc Vuilleumier*

ANDRÉ LASSERRE, *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale, 1939–1945.* Lausanne, Payot, 1989. 406 p. ISBN 2-601-03051-8.

André Lasserre le constate avec raison: l'histoire de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale est encore mal connue. Son étude sur les courants de l'opinion publique attaque un chapitre difficile et essentiel, objet de nombreuses controverses jusqu'à aujourd'hui, le moral des Suisses. Il ne traite pas de la guerre psychologique que les Allemands ont menée de façon assez systématique contre la Suisse, mais il ne peut en négliger les effets. Il n'étudie ni les mentalités collectives, ni la culture politique, cet ensemble de représentations, de mythes et de symboles qui constitue comme le soubassement de la conscience collective, mais il doit évidemment s'y référer lorsqu'il évoque la mise sur pied de la défense spirituelle. Il ne s'arrête pas aux luttes politiques

et sociales, mais elles sont inséparables des sentiments et des émotions qui agitent l'opinion publique.

L'historien se trouve confronté dans son étude du passé à un problème de sources. Les documents qui parlent du moral de la population sont innombrables, mais leur déchiffrement requiert une sagacité particulière, surtout dans un pays libéral, puisque les sentiments collectifs sont malgré tout plus que la somme des opinions particulières. Certes, il existe durant la Seconde Guerre mondiale, à défaut d'un ministère de la propagande que le pouvoir civil refusa toujours, un évident contrôle des esprits, que manifestent à la fois l'activité de la Division presse et radio d'une part et celle d'Armée et Foyer d'autre part. C'est d'ailleurs à l'aide des fonds de ces deux organismes, conservés aux Archives fédérales, que l'historien peut le mieux tenter de reconstituer les expressions collectives. Mais l'étude de ces sources est délicate. Pensons par exemple à la presse, encadrée par une censure a posteriori et des directives de situation aux journalistes, et qui reste pourtant pluraliste, comme on peut s'en convaincre en lisant les journaux de l'époque. Le problème de méthode est donc le second obstacle que doit surmonter le chercheur. Ici, les analyses de contenu et les méthodes quantitatives doivent le céder au travail plus fin de l'intuition et de l'imprégnation, inséparable de la personnalité de celui qui le mène. Au début de son livre, André Lasserre a donc annoncé son intention profonde: réfuter l'interprétation globale avancée par Hans Ulrich Jost dans le chapitre le plus discuté de la *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses.* Mais la controverse n'a pas lieu et en réalité l'analyse des deux historiens sur cette Suisse des années sombres est moins antagoniste que complémentaire. Lasserre passe sur l'approche sociologique et étudie l'évolution de l'anticommunisme, ce qui est en effet important. Il distingue soigneusement entre ce que l'historien peut établir un demi-siècle plus tard par la connaissance des documents et les faits psychologiques de l'époque, les seuls qui l'intéressent ici. Et s'il réfute le terme de totalitarisme helvétique, qui n'est d'ailleurs pas une invention de Jost, il n'en montre pas moins comment la défense spirituelle a glissé parfois dans un enfermement culturel. Quant aux multiples courants dits rénovateurs, plus sensibles à l'opinion publique en Suisse romande d'ailleurs que dans le reste du pays, ils sont condamnés par le fait même de la victoire allemande. Enfin, il reconnaît que, dans la liste des termes clefs du penser helvétique, le mot le plus discuté est évidemment celui de démocratie, que certains rêvaient de moderniser par le retour au passé.

L'étude des activités de la Division presse et radio et d'Armée et Foyer est intéressante pour connaître la politique, les politiques plutôt, des autorités civiles et militaires. Mais elle ne renseigne que très imparfaitement sur l'état de l'opinion publique. Lasserre complète donc par la presse, les souvenirs et témoignages, le cinéma, etc... les informations officielles. Il cherche également à suivre l'évolution des courants d'opinion, en proposant une périodisation qui, pour l'essentiel, reprend avec raison celle des grandes phases de la guerre. La reconstitution, riche et nuancée, se perd parfois dans le détail et le lecteur aimerait ici et là que l'auteur trace avec plus de vigueur les grandes avenues de son propos.

Au sortir de la guerre, le bilan est net. La défense spirituelle a fonctionné; le moral des Suisses a tenu. Mais cette histoire n'est pas celle d'une vaillance continuelle, bien au contraire. A l'approche de la victoire alliée, l'angoisse sans cesse présente croît encore avec l'inquiétude. Souvenir certes de la grève générale de 1918, le plus grand traumatisme de notre histoire contemporaine. Mais aussi crainte de retrouver le vaste monde, après avoir vécu replié sur soi pendant 6 ans à cultiver une identité reconstituée. En fait la défense spirituelle ne pouvait survivre au climat de la guerre qui l'avait fait naître. C'est la conclusion de cette étude fouillée, qui ouvre aux chercheurs de nouvelles pistes de réflexion.

Genève *Jean-Claude Favez*